" 2. La minorité, qu'elle fut catholique ou protestante, pourrait y établir des écoles séparées—confessionnelles ou neutres, françaises ou anglaises ;

" 3. L'entretien des écoles séparées ne serait à la charge que de la minorité qui, dès lors, ne serait pas tenue de contribuer à l'entretien des écoles de la majorité ;

Et la loi ajoutait :

" 4. Que la répartition des deniers publics votés par la législature pour le soutien des écoles, ainsi que la division des argents provenant du fonds créé par la vente des terres réservées pour les fonds d'éducation, se feraient équitablement entre les écoles de la majorité et celles de la minorité, proportionnellement."

La loi fédérale de 1875 donnait donc :

" (a) à la majorité, les écoles de son choix ;

" (b) à la minorité, des écoles séparées ;

" (c) aux deux, leur part proportionnelle des octrois destinés au soutien de l'éducation."

Cette constitution fédérale resta en vigueur jusqu'en 1905, alors que M. Laurier, le 21 février de cette année, présenta à la Chambre deux bills taillant deux nouvelles provinces dans les territoires, la province de l'Alberta, créée par le bill No. 69 et la province de Saskatchewan, créée par le bill No. 70.

C'étaient deux projets de loi entièrement semblables.

Ce qui sera dit de l'un s'applique également à l'autre.

Dans cette nouvelle loi constitutionnelle qui devait être donnée à chacune des deux provinces, la clause 16 se lisait comme suit, du moins quand M. Laurier lui-même soumit son projet de loi aux Chambres :

" No. 16. Les dispositions de l'article 93 du " British North America Act," 1867, s'appliquent à la dite province ce comme si, à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, le ter-

ritoire y compris était déjà une province, l'expression " union," au dit article, étant tenue pour signifier la dite date.

" 2. Subordonnement aux dispositions du dit article 93 et en continuation du principe ci-devant consacré par " l'Acte des territoires du Nord-Ouest." Il est ordonné que la législature de la dite province rendra toutes les lois nécessaires au sujet de l'instruction publique, et qu'il y sera toujours décrété (a) qu'une majorité des contribuables d'un district ou d'une division de la dite province, ou d'une partie ou subdivision de ce district ou de cette division, quel qu'en soit le nom, peut y établir les écoles qu'elle jugera à propos, et imposer et percevoir les taxes nécessaires pour ces écoles, et (b) que la minorité des contribuables de ce district ou de cette division, qu'elle soit protestante ou catholique romaine, peut établir des écoles séparées et imposer et percevoir les taxes nécessaires pour ces écoles, et (c) que dans ce cas les contribuables qui établiront ces écoles séparées protestantes, ou catholiques romaines ne sont assujétis qu'aux taxes qu'ils s'imposeront eux-mêmes à cet égard.

" 3. Dans la répartition des deniers publics par la Législature en aide de l'instruction, et dans la distribution de tout argent versé entre les mains du gouvernement de la dite province et provenant de la caisse des écoles établie par " l'Acte des terres fédérales," il n'y aura aucune inégalité ou différence de traitement entre les écoles publiques et les écoles séparées, et ces fonds s'appliqueront au soutien des écoles publiques et des écoles séparées en parts proportionnelles équitables."

Pour comprendre la portée véritable de cette clause 16, du bill de M. Laurier, il suffit de dire que la deuxième sous-section de cette clause n'est que la répétition textuelle de la clause 11 de l'acte des Territoires du Nord-Ouest de 1875, telle qu'elle était en force avant l'adoption de la loi Laurier et telle que nous la lisons au chapitre 50